

André CHASSAIGNE

*Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine
[J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques [23 janvier 2008] (n° 626)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Mouvement social [20 novembre 2007] (p. 4355)

Politique économique. Crise financière, conséquences [25 mars 2008] (p. 906)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 73, posée le 18 décembre 2007. Etablissements de santé. Hôpitaux publics (J.O. Questions p. 7896). Appelée le 18 décembre 2007. Fonctionnement, Ambert (p. 5350)

n° 276, posée le 27 mai 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Centre hospitalier d'Ambert (p. 2498)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que le Gouvernement ait à l'avance annoncé qu'il souhaitait que le texte amendé par le Sénat soit voté conforme par l'Assemblée nationale alors que, pour leur part, les sénateurs ont été autorisés à modifier ce projet de loi [12 décembre 2007] (p. 5269)

Demande s'il est vrai que le Gouvernement a décidé d'appliquer l'article 101 du règlement de l'Assemblée à l'amendement 252 adopté la veille [3 avril 2008] (p. 1206)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2600)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 2602)

Agriculture : politique agricole : politique de l'environnement (p. 2601)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2602)

Energie et carburants : pétrole : consommation (p. 2600)

Environnement : biodiversité : protection (p. 2602)

Environnement : développement durable (p. 2601)

Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 2601)

Transports : politique des transports (p. 2601)

Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 2601)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3632)

Son intervention (p. 3634)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 3634)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : dirigeants (p. 3634)

Politique économique : indice des prix (p. 3634)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3634)

Procédure des questions :

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3637)

Politique économique : pôles de compétitivité : Auvergne (p. 3637)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3522)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3522)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3522)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3522)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3522)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3522)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 3529)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)

Son intervention (p. 3531)

Après l'article 48

Intervient sur l'adt n° 57 de M. Henri Nayrou (calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 3532)

Intervient sur l'adt n° 56 de M. Henri Nayrou (nouvelle attribution au sein de la part péréquation de la dotation de solidarité rurale en faveur des communes à spécificité environnementale) (p. 3534)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Elevage : contrôle sanitaire : importations (p. 3851)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4437)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4438) : rejetée (p. 4445)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4471)

Thèmes :

Agroalimentaire : entreprises : grande distribution (p. 4441)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4440)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4440)

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 4439)

Commerce et artisanat : grande distribution : fournisseurs (p. 4437, 4439 et s.)

Commerce et artisanat : grande distribution : produits agricoles (p. 4438 et s., 4471)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4440 et s., 4471)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4471)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4440, 4471)

Commerce extérieur : importations : viande (p. 4439 et s.)

Entreprises : délocalisations (p. 4441)

Entreprises : entreprises multinationales (p. 4440 et s.)

Environnement : charte de l'environnement (p. 4437)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4439)

Politique économique : environnement (p. 4441)

Politique économique : indice des prix : calcul (p. 4442)

Politique économique : inflation : matières premières (p. 4439)

Politique économique : libéralisme (p. 4437)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4437, 4440 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4438)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 4442)

Travail : salaires (p. 4438, 4442)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 307 rectifié (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : rejeté (p. 4485)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4519)

Son sous-amendement n° 317 (ou être proposé par le même vendeur) à l'adt n° 75 de Mme Elisabeth Guigou (p. 4520) : rejeté (p. 4521)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jean Gaubert (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4623)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4623)

Intervient sur l'adt n° 309, deuxième rectification de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4626)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié de M. Daniel Paul (organisation d'un Grenelle des salaires, entre les représentants syndicaux, patronaux et l'État) (p. 4630)

Intervient sur l'adt n° 313 de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences de la très faible revalorisation du SMIC) (p. 4631)

Intervient sur l'adt n° 314 rectifié de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des coûts des produits de première nécessité depuis 2002) (p. 4632 et s.)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4637)

Ses amendements n° 299 et 298 (p. 4639, 4642)

Après l'article 1er

Son amendement n° 296 (suppression des dérogations à l'interdiction de revente à perte) : rejeté (p. 4648)

Intervient sur l'adt n° 297 de M. André Chassaigne (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4649)

Son amendement n° 297 (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du

coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4648) : retiré (p. 4650)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4651)

Article 4 (dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son amendement n° 289 rectifié (p. 4709)

Son intervention (p. 4710)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'invendus au fournisseur) (p. 4718)

Son amendement n° 295 (sanctions pénales en cas d'infraction aux règles interdisant le référencement) (p. 4717) : rejeté (p. 4718)

Son amendement n° 306 (consultation préalable obligatoire du Conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants pour tout contrat relatif à la gestion de l'eau) : rejeté (p. 4721)

Son amendement n° 290 (création d'un Observatoire national du commerce) (p. 4721) : retiré (p. 4722)

Son amendement n° 311 (rapport au Parlement sur les effets sur la santé des produits alimentaires à bas prix) (p. 4726) : rejeté (p. 4727)

Son amendement n° 312 (rapport au Parlement sur les moyens à accorder à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) : rejeté (p. 4727)

Son amendement n° 287 (création d'un code de déontologie des enchères à distance inversées) (p. 4728) : rejeté (p. 4729)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Son amendement n° 281 (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n° 280 rectifié (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques et justification des conditions financières de résiliation) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 278 (durée minimale de validité d'une offre modifiant un contrat de fourniture de

services de communications électroniques fixée à une année) : rejeté (p. 4734)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son intervention (p. 4739)

Ses amendements n^{os} 276, 303, 277, 288 et 279 (p. 4740 et s.)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Ses amendements n^{os} 282 et 283 (p. 4747 et s.)

Son intervention (p. 4749)

Son amendement n^o 301 (p. 4749)

Son amendement n^o 302 : adopté (p. 4749)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad^t n^o 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4760)

Article 9 (extension du champ de la médiation bancaire)

Son amendement n^o 284 (p. 4763)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Son amendement n^o 305 (p. 4765)

Son intervention (p. 4767)

Son amendement n^o 304 (p. 4767)

Son amendement n^o 285 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4769)

Son amendement n^o 286 (p. 4771)

Après l'article 10

Son amendement n^o 275 (délai maximal de restitution du dépôt de garantie par le bailleur fixé à 10 jours) (p. 4777) : rejeté (p. 4778)

Son amendement n^o 293 (obligations des réseaux de grande distribution en matière d'affichage des prix) (p. 4779) : adopté (p. 4780)

Son amendement n^o 294 (étiquetage de la distance parcourue par un produit entre ses lieux de production et de vente au consommateur final) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n^o 292 (étiquetage de l'origine géographique d'un produit) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n^o 291 (étiquetage du prix non soldé et du prix de vente) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n^o 310 (rapport au Parlement sur le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations) : rejeté (p. 4781)

Article 11 (habilitation à légiférer par ordonnance pour re-codifier le code de la consommation)

Son amendement n^o 308 (de suppression) (p. 4782)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Ses explications de vote (p. 4785)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention (p. 5521)

Thèmes :

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 5522)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5522)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5521)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 5522)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 5522)

Consommation : étiquetage (p. 5523)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 5522)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5521)

Projet de loi n^o 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4808)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4808)

Animaux : animaux dangereux : élevage (p. 4809)

Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 4810)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4809)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : euthanasie (p. 4809)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4808)

Communes : maires : police (p. 4809)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 1^{er} (formation des détenteurs de chiens dangereux à la demande du maire)

Son amendement n° 53 rectifié (p. 4823)

Après l'article 1er

Son amendement n° 52 (facturation directe au propriétaire d'un animal, par le gestionnaire du lieu de dépôt, des frais afférents aux opérations de capture, de transport de garde et d'euthanasie) : adopté (p. 4824)

Après l'article 2

Son amendement n° 51 rectifié (faculté pour le maire d'imposer une formation aux propriétaires de chiens errants) : rejeté (p. 4826)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son intervention (p. 4835)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Son intervention (p. 2095)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 2095)

Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 2096)

Animaux : animaux dangereux : élevage (p. 2096)

Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 2095)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 2095)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2095)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 2095)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 2095)

Communes : maires : police (p. 2096)

Politique sociale : pauvreté (p. 2095)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2101)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2101)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5278)

Son intervention (p. 5281)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2007] (p. 5269)

Thèmes :

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5281)

Elevage : aménagement du territoire (p. 5279)

Elevage : contrôle vétérinaire (p. 5282)

Environnement : Grenelle de l'environnement : politique agricole (p. 5279)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 5281)

Politiques communautaires : viticulture (p. 5281)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)

Après l'article 1er bis

Son sous-amendement n° 16 (interdiction de délivrance d'un label rouge pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié supérieure au seuil admis de présence fortuite) à l'ad n° 1 de Mme Corinne Erhel (interdiction de délivrance d'un label rouge pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) : rejeté (p. 5284)

Après l'article 1er quater

Son sous-amendement n° 17 (interdiction de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié supérieure au seuil admis de présence fortuite) à l'ad n° 2 de Mme Corinne Erhel (interdiction de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) : rejeté (p. 5284)

Son amendement n° 4 (précisions apportées à la délimitation des aires géographiques de production) : rejeté (p. 5284)

Son amendement n° 5 (règles relatives au refus d'agrément d'un produit) : retiré (p. 5285)

Son amendement n° 6 (inscription, dans le cahier des charges des signes d'identification de la qualité et de l'origine, d'une interdiction d'utilisation d'organismes génétiquement modifiés) : rejeté (p. 5285)

Son amendement n° 7 (suppression du droit dû par les viticulteurs pour le financement de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)) : retiré (p. 5285)

Son amendement n° 8 (faculté accordée aux organisations de défense et de gestion de prendre des dispositions modifiant les conditions de production en cas de crise grave au sein d'une filière donnée) (p. 5285) : rejeté (p. 5286)

Son amendement n° 9 (règles relatives au retrait d'agrément d'un produit par l'INAO) : rejeté (p. 5286)

Son amendement n° 11 (interdiction de l'étiquetage simultané d'une marque commerciale et d'un signe d'identification de la qualité ou de l'origine) : rejeté (p. 5286)

Son amendement n° 10 (mise en bouteille et conditionnement des produits d'origine viniviticoles bénéficiant d'une appellation d'origine dans la région de production exclusivement) : rejeté (p. 5286)

Après l'article 1er quinquies

Son amendement n° 12 (obligation de déclaration pour tout récoltant d'un vin labellisé « vin de pays ») : rejeté (p. 5287)

Son amendement n° 13 (interdiction de tout terme évoquant l'appellation d'origine dans la désignation des vins de pays admis au bénéfice d'une indication géographique) : rejeté (p. 5287)

Son amendement n° 14 (rapport du Gouvernement avant le 31 juillet 2008 sur l'éventuelle utilisation frauduleuse de l'appellation d'origine) : rejeté (p. 5287)

Articler 1er sexies (prolongation du mandat des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux)

Son intervention (p. 5287)

Explications de vote et vote [12 décembre 2007] (5287)

Ses explications de vote (p. 5288)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5288)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1082)

Son intervention (p. 1097)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1083)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1083, 1098)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1098)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1098)

Parlement : groupes de pression (p. 1083)

Recherche : biotechnologies : budget (p. 1083, 1097 et s.)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1098)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 250 (rapport du Gouvernement sur l'état de la recherche publique en biotechnologies) (p. 1149) : rejeté (p. 1150)

Intervient sur l'adt n° 340 de M. Germinal Peiro (rapport du Gouvernement sur les possibilités de développement d'un plan de relance de la production de protéines végétales alternatif aux OGM) (p. 1152)

Son amendement n° 251 (rapport du Gouvernement sur les licences gratuites pour les petits agriculteurs des pays en voie de développement) (p. 1150) : rejeté (p. 1152)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1170, 1176)

Son amendement n° 253 (p. 1179)

Son sous-amendement n° 480 à l'adt n° 180 de M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1181)

Ses amendements n°s 252 et 254 (p. 1179 et s.) : adoptés (p. 1184 et s.)

Son sous-amendement n° 484 à l'adt n° 16 rectifié de la commission (p. 1204)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1206)

Son amendement n° 257 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1210)

Ses amendements n°s 256 et 258 (p. 1218 et s.)

Avant l'article 2

Son amendement n° 259 (modification de l'intitulé du chapitre 1er du projet de loi : "Le Haut conseil sur le développement des biotechnologies" au lieu de : "Le Haut conseil sur les biotechnologies") : rejeté (p. 1243)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son amendement n° 263 (p. 1249) : adopté (p. 1250)

Son sous-amendement n° 331 à l'adt n° 20 de la commission (p. 1250)

Son amendement n° 260 rectifié (p. 1253)
 Son amendement n° 261 (p. 1254) : adopté (p. 1255)
 Ses amendements n°s 332, 339, 336 et 337, 384 et 338 (p. 1262 et s.)
 Son intervention (p. 1272 et s., 1284)
 Ses amendements n°s 387 et 389 (p. 1272 et s.)
 Son amendement n° 390 (p. 1289) : adopté (p. 1290)
 Ses amendements n°s 388, 391 et 392 (p. 1290)
 Son amendement n° 393 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1293)
 Ses amendements n°s 394 et 395 (p. 1295)
 Son amendement n° 396 (p. 1299) : adopté (p. 1300)

Avant l'article 6

Son amendement n° 463 rectifié (rétablissement du comité de biovigilance) : rejeté (p. 1301)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 430 (p. 1306)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 460 (déclaration à l'autorité administrative entre trois et neuf mois avant toute mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1306) : rejeté (p. 1308)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses amendements n°s 431 et 432 rectifié (p. 1320 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1329)

Son amendement n° 459 rectifié précédemment réservé (obligation pour le locataire d'une parcelle agricole d'informer le bailleur deux mois avant toute mise en culture d'OGM) (p. 1330) : rejeté (p. 1331)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1333, 1402)

Son amendement n° 443 (p. 1336)

Son amendement n° 445 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1340)

Son sous-amendement n° 446 à l'adt n° 41 rectifié de la commission (p. 1396)

Son amendement n° 447 (p. 1399)

Reprend l'adt n° 178 rectifié de M. Louis Giscard d'Estaing (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1402) (p. 1402)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son amendement n° 448 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1408)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1418, 1429)

Ses amendements n°s 451, 449, 452 à 455, 450, 456 et 458 (p. 1421 et s.)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 433 et 434 (p. 1433)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 435 à 437 rectifié, 438 et 439, 457 rectifié, 440 et 441 (p. 1434 et s.)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son amendement n° 442 (p. 1442) : adopté (p. 1443)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2036) : adopté au SCRUTIN PUBLIC

Son intervention (p. 2041)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2037)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2038)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2036)

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2036)

Environnement : biodiversité (p. 2036)

Environnement : principe de précaution (p. 2038)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2037)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2037)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2037)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2206)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2207)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2207)

Assemblée nationale : règlement (p. 2206)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2207)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2207)

Explications de vote et vote [20 mai 2008] (p. 2211)

Ses explications de vote (p. 2213)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2213)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2980, 2986 et s.)

Ses amendements n°s 738 à 740 (p. 2986 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 932 de M. Daniel Paul (p. 3127)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Son intervention (p. 3128)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son intervention (p. 3137)

Article 37 (création de fonds de dotation)

Son intervention (p. 3209)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 993 du Gouvernement (possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale - RFI) (p. 3219)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3226)

Son amendement n° 937 (de suppression) (p. 3228)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3236, 3254)

Avant l'article 21

Ses amendements n°s 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés (p. 3330 et s.) : rejeté (p. 3331 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son amendement n° 751 (p. 3401)

Ses amendements n°s 876 et 768 (p. 3405 et s.)

Ses amendements n°s 769 et 771 (p. 3407, 3412)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son amendement n° 772 (de suppression) (p. 3422)

Après l'article 23

Son amendement n° 760 précédemment réservé : rejeté (p. 3434)

Son amendement n° 777 précédemment réservé (p. 3435) : rejeté (p. 3436)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3732)

Son intervention (p. 3735)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 3737)

Assurances : dommages à l'environnement (p. 3732, 3737)

Environnement : espaces naturels sensibles (p. 3735)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3732, 3736)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 3736)

Etat : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 3737)

Parlement : rôle (p. 3732, 3737)

Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3736)

Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3735)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 106 (création d'un délit d'atteinte à l'environnement) : rejeté (p. 3744)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3746 et s., 3760, 3795)

Ses amendements n°s 1070 à 122 (p. 3749 et s.)

Ses amendements n°s 123 et 168 (p. 3763 et s.)

Ses amendements n°s 124, 125, 161 à 163 (p. 3765 et s.)

Ses amendements n°s 166, 169, 167, 170, 164, 165, 172, 173, 181, 174, 176 et 177 (p. 3785 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 179 (abrogation de l'article L. 512-11 du code de l'environnement) : rejeté (p. 3797)

Son amendement n° 178 (rapport du Gouvernement, avant le 31 décembre 2008, sur les moyens dont devraient disposer l'inspection des installations classées et autres services placés sous l'autorité du préfet pour la mise en oeuvre du titre I de la loi) : retiré (p. 3798)

Article 3 (adaptation du code de justice administrative)

Son amendement n° 180 rectifié (p. 3798)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Son intervention (p. 3809)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4831)

Son intervention (p. 4835)

Thèmes :

Assurances : dommages à l'environnement (p. 4836)

Environnement : Natura 2000 : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 4835)

Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 4836)

Explications de vote et vote [22 juillet 2008] (p. 4836)

Ses explications de vote (p. 4835)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4836)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Son intervention (p. 4074)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : externalisation (p. 4074)

Archives et bibliothèques : archives : moyens (p. 4074)

Archives et bibliothèques : Archives nationales (p. 4074)

Archives et bibliothèques : communication des archives : armes chimiques (p. 4074)

Archives et bibliothèques : communication des archives : notaires (p. 4074)

Conseil constitutionnel : histoire (p. 4074)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4074)

Parlement : prérogatives (p. 4075)